

DÉPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

Direction Générale Adjointe  
Territoires

DIRECTION DES ROUTES ET DES TRANSPORTS  
Service Territorial d'Aménagement  
du Nord-Est

3, Avenue du 11 novembre  
37150 - BLERE  
☎ 02 47 57 92 30

✉ contact\_stane@departement-touraine.fr



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune de AUTRECHE – 37110

Réf : 2020-C193

**ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT  
PERMISSION DE VOIRIE**

**Routes Départementales 31 et 55  
Commune de AUTRECHE**

**Le Président du Conseil départemental d'Indre-et-Loire,**

Vu la demande en date du 18 juin 2020 par laquelle *Monsieur Benoit DIOT, représentant HERRAS-TELECOM, 23 avenue des Morillons, 95140 Garges-les-Gonesses*, demande pour le compte de *Val de Loire Fibre, 20 rue du Pont de l'Arche, Bâtiment Equinoxe, 37550 Saint-Avertin*, l'autorisation d'effectuer sur le domaine public, des travaux de déploiement du réseau fibre optique, en aérien, avec implantation de supports bois, sur le domaine public de :

- la Route Départementale 31, entre le PR 7+380 et le PR 8+375,
- la Route Départementale 55, entre le PR 10+300 et le PR 10+620,

hors agglomération de la commune de Autrèche,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le règlement de voirie du Département d'Indre-et-Loire, approuvé le 20 juin 2014,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental d'Indre-et-Loire du 10 juin 2020, donnant délégation permanente de signature à Mme Soazic LE GUEN, Chef du Service Territorial d'Aménagement du Nord-Est,

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 – AUTORISATION**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

## **ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

### **Remblayage sous Accotement ou trottoir :**

L'implantation des supports doit être éloignée de la chaussée à une distance au moins égale à la profondeur du massif. Les supports seront scellés en béton dosé en ciment à **250 kg/m<sup>2</sup> minimum**. La couche de surface sera reconstituée à l'identique de l'existant.

En cas de problème de tassements différentiels dans les **12 mois** qui suivent la réception des travaux, l'entreprise devra reprendre la totalité des parties dégradées.

### **Dispositions spéciales :**

Cette autorisation ne dispense pas l'entreprise chargée d'exécuter les travaux de déposer une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

### **Dépôt :**

Les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux autorisés par le présent arrêté pourront être déposés sur les dépendances de la voie.

En aucun cas, ce dépôt ne pourra être maintenu après la fin des travaux. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharges publiques par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

## **ARTICLE 3 – SIGNALISATION**

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

## **ARTICLE 4 – ARRÊTE DE CIRCULATION**

Si les travaux doivent faire l'objet d'un arrêté de circulation celui-ci sera établi par le **Conseil départemental**, après demandé du pétitionnaire.

## **ARTICLE 5 – IMPLANTATION, OUVERTURE DE CHANTIER**

### **Implantation :**

Conformément à l'article 61 du règlement de voirie, l'implantation des travaux devra être conforme au plan approuvé par le service gestionnaire de la voirie départementale, toute modification ne peut intervenir qu'après avis préalable de ce dernier.

### **Ouverture de chantier :**

L'intervenant devra informer le gestionnaire du début du chantier et fournir le planning prévisionnel des travaux.

## **ARTICLE 6 – RECEPTION ET RÉCOLEMENT**

### **Réception :**

Conformément à l'article 63, l'ouvrage restera sous la responsabilité de l'intervenant et cela, jusqu'à réception du procès-verbal de réception par le STA du Nord-Est.

En absence de ce document, l'intervenant informera le STA Nord-Est de l'achèvement des travaux.

### **Récolement :**

Conformément à l'article 64, à la fin des travaux et dans un délai de trois mois, l'intervenant remet obligatoirement au service gestionnaire de la voirie départementale un plan de récolement de ses installations ou tout document permettant de localiser précisément l'implantation de ses ouvrages, avec une précision inférieure à 40 cm.

## **ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉ DE L'INTERVENANT**

Conformément à l'article 65, les intervenants sont tenus de se conformer aux prescriptions techniques du règlement de voirie départementale.

Ils sont responsables de tous les accidents ou dommages qui peuvent résulter de l'exécution de leurs travaux ou de l'existence et du fonctionnement de leurs ouvrages.

## ARTICLE 8 – GARANTIE DE BONNE EXECUTION DES TRAVAUX

Conformément à l'article 66, la durée de garantie est d'une année. Elle court à compter de la réception du procès-verbal après levée d'éventuelles réserves ou de l'avis d'achèvement des travaux de remblayage de tranchée mentionné à l'article 63 du règlement de voirie départemental.

La garantie de bonne exécution des travaux porte sur la conformité du projet par rapport à l'autorisation délivrée et notamment sur l'implantation des ouvrages, sur l'absence de déformation en surface de la voie et de ses dépendances et sur la bonne tenue de la couche de roulement.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 9 – VALIDITÉ ET RENOUELEMENT DE L'ARRÊTÉ – REMISE EN ETAT DES LIEUX

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Elle est délivrée à titre précaire et révocable.

Elle ne confère aucun droit réel à son titulaire; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés, aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à compter de la date de ce présent arrêté. Dans le cas contraire, une nouvelle permission de voirie sera nécessaire.

En cas de révocation de l'autorisation, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Bléré, le 8 juillet 2020  
Le Président

du Conseil départemental d'Indre-et-Loire,  
Pour le Président et par délégation,  
Le Chef du Service Territorial d'Aménagement du  
Nord-Est,

  
Soazic LE GUEN

### Diffusion :

Pour attribution : le bénéficiaire, Val de Loire Fibre et le Service Territorial d'Aménagement du Nord-Est

Pour information : la Mairie de Autrèche

La personne destinataire de la présente décision peut la contester selon les modalités suivantes :

- Par recours gracieux, par lettre recommandée avec accusé de réception, auprès du président du Conseil départemental dans un délai de deux mois à partir de la date de réception de ce courrier,
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'ORLÉANS, dans un délai de deux mois à partir de la date de réception de ce courrier, ou lorsqu'il n'a pas été répondu au recours gracieux, dans les deux mois suivant la réception de ce dernier par les services du Département.